

Yves Bélanger, Dorval Brunelle et collaborateurs, *L'Ère des libéraux, le pouvoir fédéral de 1963 à 1984*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1988, 442 p.

Chantal Maillé

Numéro 16, automne 1989

Les États-Unis

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/040643ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/040643ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

0711-608X (imprimé)

1918-6584 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Maillé, C. (1989). Compte rendu de [Yves Bélanger, Dorval Brunelle et collaborateurs, *L'Ère des libéraux, le pouvoir fédéral de 1963 à 1984*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1988, 442 p.] *Politique*, (16), 148-154.  
<https://doi.org/10.7202/040643ar>

Yves Bélanger, Dorval Brunelle et collaborateurs, *L'Ère des libéraux, le pouvoir fédéral de 1963 à 1984*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1988, 442 p.

De 1963 à 1984, le Canada a été gouverné, hormis une parenthèse de quelques mois, par les libéraux de Pearson puis par ceux de Trudeau. Ces deux décennies coïncident avec un bouleversement important, à l'échelle internationale, des structures sociales et du rôle de l'État. Un ensemble de phénomènes ont caractérisé ces vingt ans sans toutefois être spécifiques au Canada: croissance puis crise de l'État-providence, réalignement dans le jeu de la concurrence des grandes puissances économiques, accentuation des mouvements migratoires du Sud vers le Nord, montée des revendications féministes et syndicales, crise des énergies et montée en force des préoccupations environnementales. C'est en s'appuyant sur cette toile de fond qu'un collectif d'auteurs et d'auteures a cherché à analyser les caractéristiques de cette période au Canada en mettant au centre de l'analyse la spécificité du gouvernement libéral.

Avec les quelques années de distance nécessaires pour se livrer à cet exercice particulier qu'est le bilan, *L'Ère des libéraux* suggère un retour critique sur ces vingt ans de pouvoir rouge à

Ottawa. Fruit d'un travail collectif ayant fait appel à des contributions multidisciplinaires, cet ouvrage recèle, à la première lecture, une somme impressionnante d'informations sur la période. Le résultat de cette somme: un ouvrage fort, absolument réussi malgré l'hétérogénéité de sa composition et l'absence d'unité théorique et analytique d'un texte à l'autre, si l'on excepte la périodisation.

Malgré une prudence de départ annoncée en introduction, où les auteurs se disent conscients des limites de l'ouvrage et des risques auxquels ils se sont exposés en s'attaquant à des dossiers sur lesquels la poussière n'est pas encore retombée, il faut souligner la qualité de l'ensemble des contributions, la fécondité des réflexions qu'on y retrouve. Néanmoins, il est difficile de répondre après l'avoir lu à l'interrogation de base ayant prévalu à l'élaboration des différents textes de l'ouvrage, soit une volonté de définir le niveau de cohérence de la gestion étatique assumée par les libéraux; on peut, sur ce, déplorer l'absence de conclusion d'ensemble, ce qui laisse au public lecteur la tâche de répondre à cette question sur la base du matériel contenu dans la somme des contributions.

Quelques données, en introduction, situent l'importance de cette période: «Le bilan des 21 ans de pouvoir libéral à Ottawa est impressionnant. En six législations, plus de 1 000 lois auront été adoptées, 120 sociétés d'État créées, 36 000 nouveaux fonctionnaires embauchés. Les structures sociales et économiques du pays ont été totalement bouleversées. La mise en place du régime d'assurance sociale, par exemple, a transformé les conditions d'existence de millions d'individus. Il en va de même de l'influence de la politique économique sur les entreprises. En fait, les libéraux ont forgé le creuset dans lequel s'est formée la nouvelle bourgeoisie canadienne. C'est à l'instigation du gouvernement fédéral que se sont constitués la plupart des mégapoles sur lesquels repose présentement la stratégie commerciale canadienne» (p. 9).

L'ouvrage présente dix-sept titres regroupés sous trois rubriques. La première partie aborde les questions politiques en présentant des textes sur la conjoncture politique, la politique étrangère, la défense, la réforme constitutionnelle, la Charte cana-

dienne et le phénomène de la centralisation du pouvoir au sein de l'exécutif du gouvernement fédéral. Suit un deuxième bloc d'analyses qui, cette fois-ci, mettent l'accent sur les questions d'économie politique; on y aborde les politiques les plus déterminantes de ce règne: l'énergie, la main-d'oeuvre et la question syndicale de même que les politiques régionales. Le dernier groupe de textes aborde le thème des questions sociales, couvrant les politiques sociales, culturelles, les femmes, l'immigration, les minorités de même que la question urbaine.

Voyons plus en détail les arguments et discours des différentes collaborations. Dans le premier bloc de textes, traitant de la question politique, Bernard montre le rôle prépondérant de l'électorat québécois dans le maintien au pouvoir de l'équipe libérale à Ottawa. Bélanger et Fournier mettent en évidence les contradictions majeures dans la politique de défense des libéraux, leur constante hésitation à choisir entre l'un des deux rôles qu'ils ont joués concurremment, soit un pays à velléités pacifistes mais incapable de se démarquer de l'emprise de la politique de défense américaine et des intérêts de l'industrie militaire au Canada. Le tandem Boismenu/Rocher s'aventure sur le terrain des débats constitutionnels et montre que l'ère des libéraux en fut une de constants déplacements concernant la dynamique des relations fédérales-provinciales. En conclusion, le constat de la montée du régionalisme au Canada pendant cette période ouvre une porte qui sera par la suite reprise dans d'autres textes, dont celui de Boisvert et Hamel, qui analyse les politiques régionales mises en oeuvre par le gouvernement central en montrant que ce dernier, en cherchant d'abord à assurer une intégration autoritaire des régions, s'est heurté à la force des gouvernements provinciaux et à la volonté des milieux socio-économiques régionaux de prendre en mains leur propre destinée.

En fait, la centralisation est un thème récurrent lorsque l'on cherche à caractériser les diverses facettes de l'ère libérale, Houle venant ajouter à l'analyse précédente un autre exemple de cette volonté centralisatrice: la concentration du pouvoir décisionnel au sein de l'exécutif fédéral aux mains d'un groupe restreint de parlementaires et de bureaucrates.

En première partie, donc, les questions politiques sont au centre des analyses. Suit une seconde partie où le cœur de l'analyse se déplace vers les questions économiques, les questions sociales et culturelles étant traitées dans la dernière partie. Un texte majeur sert d'ouverture à l'analyse des questions économiques. Brunelle et Deblock tentent un essai d'explication sur les caractéristiques de l'économie politique du territoire canadien sous les libéraux de Pearson et Trudeau. Le nationalisme «canadien» aurait, au cours de ces deux décennies, été le ciment idéologique de l'intervention de l'État, lui fournissant une cohérence pour structurer ses actions qui fut rejetée par la suite par les conservateurs, lesquels, en signant un accord de libre-échange avec les États-Unis, ont choisi la voie du continentalisme et de l'intervention économique. Néanmoins, il s'agit du prolongement d'une partie de la gestion libérale, qui, au cours des années 70, a dû ajuster ses stratégies économiques sur les États-Unis.

Duquette, dans un texte sur la politique énergétique canadienne, de même que Bélanger et Sénécal avec une analyse de la politique fédérale de main-d'œuvre, font écho à Brunelle et Deblock. Cette politique de main-d'œuvre aura été un levier important du projet économique des libéraux, avec des caractéristiques soulignées précédemment dans l'ouvrage: volonté de centraliser cette compétence à Ottawa, utilisation de ce levier à l'intérieur d'une nouvelle stratégie de développement économique: «À titre de définisseur de politique, le gouvernement fédéral s'est attribué un rôle d'orientateur et d'harmonisateur, par opposition au rôle de dispensateur de services dévolu aux provinces» (p. 254). On peut y voir une autre illustration de cette volonté, de la part du gouvernement fédéral, de gérer dans une perspective de «gestion intégrée» l'économie canadienne.

Denis analyse les rapports entre l'État fédéral, le mouvement syndical et le patronat, au Canada, concluant que les stratégies de négociation tripartites ont été un échec mais que le mouvement syndical canadien, en choisissant comme orientation l'intégration-collaboration avec l'État et le patronat, a également choisi de reléguer au second plan son potentiel politique en tant que mouvement de masse.

Le dernier bloc de l'ouvrage regroupe des collaborations sur les questions culturelles et sociales. Pelletier rend compte des transformations dans la politique sociale fédérale, lesquelles, bien que majeures, seraient davantage en lien avec une conjoncture qu'avec la spécificité du parti politique au pouvoir, puisque les conservateurs ayant succédé depuis aux libéraux n'ont fait que gérer en continuité les programmes sociaux précédemment implantés. Pour Labelle, les politiques d'immigration des années 60 et 70 peuvent être comprises à partir des changements dans la situation économique, l'ère libérale illustrant qu'au-delà du discours, il s'est agi d'une période où les politiques d'immigration ont été élaborées en fonction des besoins économiques. Ramirez et Taschereau soulignent que la politique de multiculturalisme de l'État canadien, développée sous les libéraux, a été un instrument entre les mains de l'État pour favoriser l'adaptation des populations immigrantes aux exigences du développement économique et politique du pays. Cette volonté de cohésion se retrouve également, selon Lacroix et Lévesque, dans la politique culturelle des libéraux où la culture fut utilisée pour camper le projet politique d'une souveraineté canadienne. Néanmoins, c'est à un constat d'échec qu'en arrivent les auteurs: «Le fait que le plus nationaliste des gouvernements qu'ait connu le Canada n'ait pu ralentir le rythme de la continentalisation culturelle du Canada et freiner l'affirmation de la spécificité culturelle des Québécois, fonde tous les doutes concernant la possibilité qu'existe un jour une véritable culture canadienne et que puisse être formulée et appliquée une véritable politique canadienne de développement culturel» (p. 442).

Andrew évalue l'incapacité du gouvernement des libéraux de mettre en place de véritables politiques urbaines, alors que Simard, dans une tentative d'établir un bilan des actions libérales concernant les femmes, conclut que, malgré l'adoption d'importantes législations égalitaristes sous les libéraux, les nouvelles conditions de vie des femmes, produit de mutations sociales, ont allongé la nomenclature des inégalités.

Que retient-on de cette lecture? Si l'on peut formuler quelque regret devant l'absence de conclusion-synthèse pour refermer la longue parenthèse de ces 17 textes, on peut aussi com-

prendre cette omission. En effet, l'absence d'unité d'un texte à l'autre, qui se marque au niveau de la diversité des cadres théoriques utilisés mais aussi dans la façon de positionner par importance les trois éléments de base que l'on retrouve dans tous les textes, soit: le Québec, les libéraux et l'ensemble canadien, rendent impossible cette démarche. On constate également, d'un texte à l'autre, que si la période d'analyse est uniforme, c'est souvent le seul point commun de ces textes. Dans certains cas, on questionne peu la spécificité des libéraux, utilisant l'unité d'analyse que constituent les 21 ans de leur règne davantage comme toile de fond, sans que les libéraux soient eux-mêmes au centre de l'analyse. Dans d'autres cas, la spécificité libérale devient objet central du texte. Un autre point ressort: c'est la centralité du Québec dans maintes analyses. Enfin, j'ai mal compris l'utilité de diviser le recueil en trois parties, cette division se révélant fort artificielle et sans véritable pertinence, puisque chaque texte aborde plusieurs questions à la fois, qu'il s'agisse des aspects politiques, économiques ou sociaux d'un même thème.

Si l'absence de conclusion générale aux interrogations de départ affaiblit la portée théorique possible de ce qui se veut être un bilan, il n'en demeure pas moins que le choix des thèmes traités, leur diversité, l'originalité des points de vue de même que l'hétérogénéité théorique constituent finalement des qualités complémentaires qui donnent à l'ensemble de l'ouvrage des atouts remarquables. Néanmoins, l'absence de débat d'un texte à l'autre, loin d'être la conséquence d'un consensus entre les diverses analyses, fait en sorte que ce livre deviendra un ouvrage de référence davantage pour la somme d'informations qu'on y retrouve que pour sa thèse d'ensemble. On ne peut qu'espérer une suite à cet ouvrage où cette fois-ci, les caractéristiques de l'ère des libéraux deviendront suffisamment comprises pour s'inscrire à l'intérieur d'une approche davantage théorique. Et puisque le Québec est la pierre angulaire de plusieurs des analyses, souhaitons que l'exercice soit repris en écho au Canada anglais, dimension qui ne pourra qu'enrichir les débats engagés dans le présent ouvrage. Ces quelques remarques ne sauraient cependant nous empêcher de con-

clure que cet ouvrage est une contribution majeure à la compréhension de notre histoire récente.

Chantal Maillé  
Université Concordia